

Annexe : Comitologie inter-fonds Programmation 2014-2020
Composition des instances de suivi et de programmation 2014-2020
Comité de suivi inter-fonds du PO FEDER/FSE et FEADER 2014-2020

LE COMITE DE SUIVI INTER-FONDS PO FEDER/FSE/FEADER 2014-2020 :

Le Comité de Suivi est coprésidé par le Préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, et par le Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant.

Outre le Préfet et le Président du Conseil régional, le Comité de Suivi est composé de :

- huit conseillers régionaux désignés par délibération du Conseil régional dont les périmètres des délégations couvrent les thématiques des axes et priorités des programmes régionaux 2014-2020;
- un représentant, ou une représentante, de la Direction générale REGIO de la Commission Européenne ;
- un représentant, ou une représentante, de la Direction générale EMPLOI de la Commission Européenne ;
- un représentant, ou une représentante, de la Direction générale AGRI de la Commission Européenne ;
- le Directeur, ou la Directrice, des Finances publiques (DRFIP) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, en tant qu'Autorité de Certification des Programmes FEDER et FSE ;
- le Directeur, ou la Directrice, de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, en tant qu'organisme payeur pour le FEADER ;
- le Commissaire général, ou la Commissaire générale, à l'Egalité des Territoires, ou son représentant, (CGET) en tant qu'Autorité de Coordination inter-fonds FEDER ;
- le Directeur général, ou la Directrice générale, des Politiques agricole, agroalimentaire et des Territoires, ou son représentant, (DGPAAT) en tant qu'Autorité de Coordination FEADER ;
- le Délégué général, ou la Déléguée générale, à l'Emploi et à la Formation professionnelle, ou son représentant, (DGEFP) en tant qu'Autorité de Coordination FSE ;
- les responsables des bureaux de représentation permanente de la Commission européenne et du Parlement européen en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou leurs représentants ;
- les parlementaires européens domiciliés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Pour les services de l'Etat déconcentrés en région :

- le Préfet délégué, ou la Préfète déléguée, à l'Egalité des Chances, ou son représentant ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRAAF) ;

- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DIRECCTE) ;
- le, ou la, Délégué(e) régional(e) de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (RMC), ou son représentant ;
- le, ou la, Délégué(e) régional(e) à la Recherche et à la Technologie en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRRT) ;
- le, ou la, Délégué(e) régional(e) aux Droits des Femmes et à l'Egalité en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRDFE) ;
- le Directeur, ou la Directrice, régional(e) de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, ou son représentant, (ADEME) ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DREAL) ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRJSCS) ;
- le Directeur interrégional, ou la Directrice interrégionale, de la Mer Méditerranée, ou son représentant, (DIRM) ;
- le Directeur, ou la Directrice, de l'Agence régionale de Santé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (ARS) ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, des Affaires culturelles en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRAC) ;
- le Directeur, ou la Directrice, de la Protection judiciaire de la Jeunesse, ou son représentant, (DPJJ) ;
- le Recteur, ou la Rectrice, de l'Académie d'Aix-Marseille, ou son représentant ;
- le Recteur, ou la Rectrice, de l'Académie de Nice, ou son représentant ;
- les représentants des services déconcentrés de l'Etat responsables de l'instruction sur délégation du Président du Conseil régional (DDT(M)) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- le Directeur général, ou la Directrice générale, de FranceAgriMer, ou son représentant ;

Pour les collectivités territoriales de la région et les associations de collectivités territoriales :

- les représentants des Groupes d'Action locale (GAL) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- les quatre représentants des Communautés d'Agglomération, Organismes intermédiaires sans subventions globales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- les Présidents des Conseils généraux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou leurs représentants ;
- les Présidents des six Associations départementales des Maires, ou leurs représentants ;
- le Président, ou la Présidente, de l'Union régionale des Maires de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant.

Pour les parcs nationaux et régionaux

- les Présidents, ou les Présidentes, des Parcs naturels régionaux, ou leurs représentants ;
- les Présidents, ou les Présidentes, des Parcs naturels nationaux, ou leurs représentants ;

Pour les chambres consulaires :

- le Président, ou la Présidente, de la Chambre de Commerce et d'Industrie régionale Provence Alpes Côte d'Azur, ou son représentant, (CCIR) ;
- le Président, ou la Présidente, de la Chambre régionale des Métiers et de l'Artisanat, ou son représentant, (CRMA) ;
- le Président, ou la Présidente, de la Chambre régionale d'Agriculture, ou son représentant, (CRA) ;
- les membres du Comité des Régions domiciliés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou leurs suppléants ;
- le Président, ou la Présidente, de la Chambre régionale de l'Économie sociale, ou son représentant, (CRES).

Pour la représentation de la société civile :

- quinze membres, désignés en leur sein, représentant les quatre collèges (1. Entreprises et activités professionnelles non salariées. 2. organisations syndicales de salariés. 3. organismes et associations qui participent à la vie collective de la région. 4. personnalités qualifiées désignées par le Préfet de Région qui concourent au développement de la région) du Conseil économique et social et environnemental régional (CESER).